

**Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad**

Islamabad, le 24 novembre 2022

Rédacteur : Luc Boyer

Pakistan : Veille économique du 23/11/2022

Le ministre des finances se veut rassurant et indique que le Pakistan payera la Sukuk de 1 Md USD.

La banque japonaise Nomura intègre le Pakistan dans les 7 pays faisant face à un risque monétaire élevé.

Le Baloutchistan ne semble pas capable de payer l'astreinte décidée par le CIRDI de 900 MUSD payable le 15 Décembre à « Barrick Gold ».

Les investisseurs étrangers ont vendu 660 MUSD de Naya Pakistan certificate (NPC) d'avril à septembre 2022.

Le ministre des finances se veut rassurant et indique que le Pakistan payera la Sukuk de 1 Md USD

M. Dar a récemment indiqué lors d'une allocution télévisée qu'en dépit des rumeurs, le Pakistan serait en mesure de rembourser la Sukuk qui arrive à échéance le 5 décembre et que des soutiens financiers (aides saoudienne ou chinoise) donneraient des moyens supplémentaires au cours des quinze prochains jours. La presse relaie des haut-fonctionnaires qui critiquent la pertinence des CDS comme mesure du risque de défaut.

Le risque de non-paiement de la dette pakistanaise mesuré par le swap sur défaillance de crédit (CDS) à 5 ans était passé de 52,8 % au milieu du mois d'octobre dernier à 64,2 % au début novembre pour finir mardi 22 novembre à 92,53 %.

La banque japonaise Nomura intègre le Pakistan dans les 7 pays faisant face à un risque monétaire élevé.

Nomura informe que son système « Damoclès » a calculé que sept pays - l'Égypte, la Roumanie, le Sri Lanka, la Turquie, la République tchèque, le Pakistan et le Brésil (ex aequo avec la Hongrie) - avaient dépassé l'indice 100 qui indique une probabilité de 64 % de faire face à une crise monétaire dans les 12 mois suivants. Le Pakistan se situe depuis fin octobre à l'indice 120 de Damoclès, soit une probabilité de 75% de faire face à une crise monétaire, un niveau comparable à la situation que connaissait le Pakistan après le début de la crise asiatique en 2019.

Le Balouchistan ne semble pas capable de payer l'astreinte décidée par le CIRDI de 900 MUSD payable le 15 Décembre à « Barrick Gold ».

Une bataille juridique de près de dix ans avait confronté la province du Balouchistan avec l'investisseurs Barrick Gold qui s'était engagé contractuellement à investir 4,5 Mds USD dans la

province. La province avait annulé la concession obtenue par Barrick Gold, aux motifs que la concession minière n'avait pas été obtenue de façon régulière (le Balouchistan avançait qu'il y avait eu corruption de fonctionnaires). Les faits de corruption n'ayant pas été démontrés, l'ensemble des préjudices subis par l'investisseur avaient été fixés à la cour d'arbitrage de la CCI de Genève à 6 Mds USD, auxquels s'ajoutaient un passif supplémentaire estimé à 2 Mds USD et des intérêts estimés à plus de 700 MUSD. En mars dernier, l'arbitrage international du CIRDI avait aidé le Baloutchistan à trouver un compromis avec Barrick Gold en payant 900 MUSD d'ici le 15 décembre 2022. Selon l'avocat de la société minière canadienne, ni le Balouchistan ni l'Etat fédéral n'ont provisionné l'astreinte de 900 MUSD dans leurs lois de finances.

Après les inondations catastrophiques, ni la province ni l'Etat fédéral ne semblent avoir eu la capacité administrative ou les fonds pour répondre à cet engagement. Cette affaire vient encore compliquer la gestion des liquidités pakistanaises en cette fin d'année : le Pakistan se retrouve à devoir en décembre non seulement rembourser une sukuk de 5 ans mais aussi une astreinte de 900 MUSD.

Les investisseurs étrangers ont vendu 660 MUSD de Naya Pakistan certificate (NPC) d'avril à septembre 2022.

Selon la Banque centrale (SBP), les NPC avaient atteint leur sommet le 31 mars 2022 (1,4 Mds USD) et d'avril à septembre, mais le changement de gouvernement en avril a créé de l'incertitude et les entrées ont chuté à seulement 763 MUSD le 30 septembre.